



Ville d'Angoulême
Extrait du registre des délibérations

Aide à la licence sportive - Versement de subventions auprès des clubs sportifs

DE20180327_27

Conseil municipal du 27 mars 2018

Rapporteuse :
Véronique DE MAILLARD

Télétransmise à la Préfecture le 30 MARS 2018
Affichée le 30 mars 2018

L'an deux mille dix huit, le vingt sept mars à 18 heures 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis à l'Hôtel de ville suivant la convocation qui leur a été adressée par M. le Maire en application des articles L 2121.9, L 2121.10 et L 2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales

Date de convocation : 14 mars 2018

Membres présents :

M. Xavier BONNEFONT, Mme Stéphanie GARCIA, M. Philippe VERGNAUD, M. François ELIE, Mme Elise VOUVET, M. Joël GUITTON, Mme Isabelle LAGRANGE, M. Patrick BOURGOIN, Mme Véronique DE MAILLARD, M. Pascal MONIER, Mme Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, M. Denis DEBROSSE, Mme Danielle CHAUVET, M. Gérard MARQUET, M. Laïd BOUAZZA, Mme José BOUTTEMY, M. Jean-Pol GATELLIER, Mme Martine FRANÇOIS-ROUGIER, Mme Véronique ARLOT, Mme Elisabeth LASBUGUES, M. Gilbert PIERRE-JUSTIN, Mme Valérie DUBOIS, M. Jean-Philippe POUSSET, M. Murat OZDEMIR, Mme Anne-Sophie BIDOIRE, Mme Samantha BOURGOGNE, M. Guillaume CHUPIN, Mme Noura LAÏRI, M. Arnaud JUIN, Mme Michèle LACROIX-FAYE, M. Patrick LEMAIRE, M. Kader BOUAZZA, M. Jean-Paul PAIN, M. Jacky BOUCHAUD, Mme Brigitte RICCI, M. Philippe LAVAUD, Mme Françoise COUTANT, M. Frédéric SARDIN

Ont donné procuration :

- M. Vincent YOU à M. Xavier BONNEFONT
- Mme Elisabete SERRALHEIRO à Mme Anne-Sophie BIDOIRE
- Mme Cécile MACULA à Mme José BOUTTEMY
- M. Rabah ACHARKI à M. Arnaud JUIN
- Mme Catherine PEREZ à M. Philippe LAVAUD

Président de séance : M. Xavier BONNEFONT

Secrétaire de séance : M. Philippe VERGNAUD

Certifié exécutoire
Pour le Maire,
Le Directeur des Affaires Juridiques
Médéric DAVID

**Aide à la licence sportive - Versement de subventions
auprès des clubs sportifs**

Sports
id : 2090

Conseil municipal
27 mars 2018

27

Rapporteure : Véronique DE MAILLARD

Par délibération n°288 du Conseil municipal du 15 décembre 2009, la Ville d'Angoulême a entendu mettre en place un dispositif d'aide à la licence sportive destiné aux jeunes Angoumoisins.

Cette aide financière est conditionnée au quotient familial calculé par la CAF (Caisse d'Allocations Familiales). Les seuils d'accès au dispositif prennent en compte les ressources des familles et le nombre de personnes à charge. Ces seuils d'accès sont révisés chaque année en fonction de l'évolution du SMIC.

L'aide à la licence a pour objectif de permettre aux jeunes scolarisés en école primaire (maternelle et élémentaire) et au collège d'accéder à une pratique sportive de leur choix dans un club angoumoisins.

Le dispositif peut être étendu aux clubs sportifs situés en dehors de la commune dans le cas où aucune association sportive de la Ville ne proposerait la discipline choisie par l'enfant dans sa tranche d'âge (exemple : football féminin). L'activité danse est intégrée à l'aide à la licence lorsqu'elle est pratiquée dans un cadre associatif.

Dans l'hypothèse où le montant de la cotisation et de la licence est inférieur ou égal à 50 euros, la collectivité prend en charge la totalité du coût. Au-delà de 50 euros, la prise en charge est de 75% du coût avec une participation minimale de 50 euros et une participation maximale fixée à 80 euros.

Le montant de l'aide apportée aux familles est déduit du coût de l'inscription et compensé par l'attribution d'une subvention du même montant à destination de l'association sportive concernée.

Au regard des éléments exposés, il vous est proposé :

D'approuver ce programme de participation financière d'aide à la licence sportive pour les associations précisées en annexe. La dépense en résultant d'un montant de 28 506,25 euros est inscrite au budget principal de la Ville ;

D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Les élus désignés ci-après ne prenant pas part aux votes des délibérations ou des subventions, uniquement pour les associations ou organismes dont ils sont membres en tant que représentants de la Ville et d'autres organismes ou à titre personnel :

Xavier Bonnefont
Patrick Bourgoin
Jean-Pol Gatellier
Gérard Marquet

Laid Bouazza
Elise Vouvet
Danielle Chauvet
Joël Guitton
Elisabete Serralheiro

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité, adopte la proposition de la rapporteure.

Fait et délibéré au Conseil Municipal
ledit jour

27 mars 2018

Pour extrait conforme,

Le Maire,
l'Adjoint



Pour le Maire,
Francis LUE

Adjoint délégué
aux Ressources Humaines
Qualité du service public
Evaluation des politiques publiques

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Poitiers peut être saisi par voie de recours formé contre une délibération du Conseil municipal pendant un délai de 2 mois commençant à courir à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.

